



N° 2011266-13

PRÉFECTURE DES HAUTES-PYRÉNÉES

Direction de la stratégie et des moyens
Service du développement territorial
Bureau de l'aménagement durable

**INSTALLATIONS CLASSEES
POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT**

**Mise en demeure à l'encontre
de la Société ARKEMA à LANNEMEZZAN**

LE PREFET DES HAUTES-PYRENEES,

VU le titre 1er du livre V du code de l'environnement relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement et notamment son article L. 514-1 ;

VU le décret n° 96-1010 du 19 novembre 1996 relatif aux appareils et systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphère explosible ;

VU l'arrêté ministériel du 10 mai 2000 modifié relatif à la prévention des accidents majeurs impliquant des substances ou des préparations dangereuses présentes pour certaines catégories d'installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

VU l'arrêté ministériel du 31 mars 1980 portant réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation des installations classées et susceptibles de présenter des risques d'explosion ;

VU l'arrêté préfectoral du 4 mars 2005, autorisant la Société Anonyme ARKEMA à LANNEMEZZAN à poursuivre l'exploitation d'une usine de produits chimiques, sur le territoire des communes de LANNEMEZZAN, LA BARTHE DE NESTE, CAPVERN et AVEZAC-PRAT-LAHITTE

VU le rapport de l'inspection des installations classées faisant suite à la visite d'inspection de l'établissement réalisée le 24 mai 2011 ;

CONSIDERANT que les procédures relatives aux audits présentées ne prévoient pas l'évaluation périodique ou systématique de l'efficacité de l'ensemble du Système de Gestion de la Sécurité conformément au point 7.2 de l'annexe III de l'arrêté ministériel du 10 mai 2000 modifié.

En particulier, les procédures relatives aux audits ne sont pas associées à la réalisation d'un planning d'audits permettant de s'assurer que l'ensemble des points du système de gestion de la sécurité est audité sur l'ensemble des installations du site ayant un potentiel de dangers ;

CONSIDERANT que l'inspection du 24 mai 2011 a mis en évidence l'insuffisance des moyens mis en oeuvre par la société ARKEMA pour satisfaire la mise en oeuvre des procédures et actions prévues au point 7.2 de l'annexe III de l'arrêté ministériel du 10 mai 2000 modifié.

En particulier, l'efficacité du Système de Gestion de la Sécurité n'a pas été évalué en 2010 au travers d'un audit et les rapports d'audits réalisés en 2011 ne permettent pas d'identifier l'objectif de l'audit, le périmètre de l'audit et si le Système de Gestion de la Sécurité a été examiné ;

CONSIDERANT que l'exploitant s'est engagé à mettre en place dès la prochaine revue de direction un suivi spécifique des audits liés aux points du Système de Gestion de la Sécurité ;

CONSIDERANT que le dernier rapport de contrôle montre que l'ensemble des installations électriques présentes dans les zones à atmosphère explosible du site ne sont pas conformes à la réglementation en vigueur ;

CONSIDERANT que l'ensemble des installations électriques présentes dans les zones à atmosphère explosible du site ne font pas l'objet d'un contrôle annuel ;

CONSIDERANT que le dimensionnement de la cuvette de rétention associée à l'aire de stockage de l'hydrate d'hydrazine n'est pas conforme avec l'article 7.6.3 de l'arrêté préfectoral du 4 mars 2005 ;

CONSIDERANT que l'exploitant s'est engagé à mettre en place en septembre 2011, à titre de mesure compensatoire, un rail de protection visant à empêcher physiquement le risque de collision entre le stockage d'hydrate d'hydrazine et les véhicules en circulation ;

ATTENDU qu'il y a lieu de mettre en demeure l'exploitant de régulariser la situation ;

Sur proposition de Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture des Hautes-Pyrénées,

ARRETE

ARTICLE 1er :

La société ARKEMA à LANNEMEZAN est mise en demeure, **dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté**, de respecter les prescriptions du point 7.2. de l'annexe III de l'arrêté ministériel du 10 mai 2000 modifié en réalisant des procédures permettant d'évaluer de façon périodique ou systématique l'efficacité du système de gestion de la sécurité et son adéquation à la prévention des accidents majeurs.

ARTICLE 2 :

La société ARKEMA à LANNEMEZAN est mise en demeure, **dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté**, de respecter les prescriptions de l'article 7 de l'arrêté ministériel du 10 mai 2000 modifié en mettant en oeuvre les procédures et actions prévues par les Système de Gestion de la Sécurité et notamment celles prévues au point 7.2 de l'annexe III de l'arrêté ministériel du 10 mai 2000 modifié et prévues à l'article 1 du présent arrêté.

ARTICLE 3 :

La société ARKEMA à LANNEMEZAN est mise en demeure de mettre en conformité, **dans un délai d'un an à compter de la notification du présent arrêté**, les installations électriques présentes dans les parties de l'installation se trouvant en « atmosphères explosives » conformément aux dispositions de l'article 7.3.4.1 de l'arrêté préfectoral du 4 mars 2005.

ARTICLE 4 :

La société ARKEMA à LANNEMEZAN est mise en demeure de contrôler et les cas échéant, mettre en conformité, **dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté**, les installations électriques présentes dans les parties de l'installation se trouvant en « atmosphères explosives » qui n'ont pas fait l'objet de contrôle car elles sont considérées comme inaccessibles conformément aux dispositions de l'article 7.3.4 de l'arrêté préfectoral du 4 mars 2005.

ARTICLE 5 :

La société ARKEMA à LANNEMEZAN est mise en demeure de mettre en place, **avant le 30 juin 2012**, une capacité de rétention associée à l'aire de stockage de l'hydrate d'hydrazine dont le dimensionnement devra être conforme aux exigences de l'article 7.6.3 de l'arrêté préfectoral du 4 mars 2005.

ARTICLE 6 :

Si à l'expiration des délais fixés aux articles précédents, l'exploitant n'a pas obtempéré à la présente mise en demeure, il sera fait application des suites administratives prévues à l'article L. 514-1 du code de l'environnement - consignation de sommes - travaux d'office - suspension de l'activité, indépendamment des poursuites pénales, sur proposition de M. le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement, et du Logement.

ARTICLE 7 :

Le présent arrêté sera affiché aux mairies de LANNEMEZAN, LA BARTHE DE NESTE, CAPVERN et AVEZAC-PRAT-LAHITTE, pendant une durée minimale d'un mois. Procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les maires de ces communes.

ARTICLE 8 : Délai et voies de recours

Dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant peut intentier un recours administratif (gracieux ou hiérarchique) :

- gracieux, adressé au Préfet des Hautes-Pyrénées ;
- hiérarchique, adressé au Ministre chargé des installations classées.

Dans les deux cas, le silence de l'administration vaut décision de rejet implicite au terme d'un délai de deux mois.

L'exploitant peut également présenter un recours contentieux contre cette décision, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où ledit acte administratif lui a été notifié, auprès du Tribunal Administratif sis Villa Noullobos, 50, cours Lyautey – B.P. n° 543 - 64010 Pau Cedex.

ARTICLE 9 :

Mme la Secrétaire Générale de la Préfecture des Hautes-Pyrénées,
M. le Sous-Préfet de BAGNERES de BIGORRE,
M. le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement,
Les inspecteurs des Installations Classées placés sous son autorité,
MM les Maires des communes des communes LANNEMEZAN, LA BARTHE DE NESTE, CAPVERN et AVEZAC-PRAT-LAHITTE,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au Recueil des actes administratifs et dont copie sera adressée :

- pour notification, à:

- M. le Directeur de l'usine de LANNEMEZAN de la Société Anonyme « ARKEMA » ;

- pour information, à :

- Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Midi-Pyrénées ;
- Mme le Procureur de la République près le tribunal de Grande Instance de Tarbes ;
- M. le Commandant le groupement de gendarmerie des Hautes-Pyrénées.

TARBES, le 23 septembre 2011

LE PREFET,
Pour le Préfet et par délégation,
La Secrétaire Générale,



Marie-Paule DEMIGUEL